

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2000 : excédent budgétaire de 3,4 milliards de dollars

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 3,4 milliards de dollars en décembre 2000. Un excédent important était prévu en décembre, compte tenu de la variation mensuelle des recettes. Plus particulièrement, les résultats de décembre comprennent le versement final d'impôt des sociétés dont l'exercice prend fin le 31 octobre de même que les versements trimestriels d'impôt sur le revenu des particuliers.

D'avril à décembre 2000 : excédent budgétaire de 17,5 milliards de dollars

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 17,5 milliards de dollars, en hausse de 6,5 milliards par rapport à l'excédent de 11,0 milliards enregistré au cours de la même période en 1999-2000.

Ces résultats demeurent conformes aux prévisions moyennes établies par le secteur privé à l'égard de l'excédent budgétaire de 2000-2001, tel qu'il est indiqué dans l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire* du 18 octobre 2000. Pendant le reste de l'exercice, on s'attend à une diminution de l'excédent budgétaire à mesure que diverses initiatives stratégiques seront mises en application. Ces initiatives comprennent l'abaissement des taux d'imposition sur le revenu des particuliers, l'élimination de la surtaxe de 5 %, le relèvement des seuils, l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, le rétablissement de la pleine indexation du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers, l'Allocation pour frais de chauffage et le financement à l'égard de la technologie de communication et d'information en santé et de la Fondation canadienne pour l'innovation. L'effet net de ces mesures est estimé à 5 milliards de dollars. En outre, on s'attend à ce que les recettes d'impôt des sociétés diminuent pendant le reste de l'exercice, en raison de facteurs chronologiques. Dans l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire*, un excédent de 11,9 milliards de dollars avait été estimé pour l'ensemble de l'année. De cette somme, un montant minimum de 10 milliards avait été engagé à la réduction de la dette.

Décembre 2000 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de 3,4 milliards de dollars enregistré en décembre 2000 a dépassé de 0,4 milliard l'excédent déclaré en décembre 1999. Cette amélioration d'une année sur l'autre du solde budgétaire mensuel est attribuable en majeure partie à la diminution des dépenses de programmes, en baisse de 0,4 milliard de dollars, décembre 1999 ayant été marqué par la planification d'urgence relative au passage à l'an 2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont progressé légèrement, une augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ayant compensé le recul des autres principales composantes.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, soit 7,6 %. Cette augmentation est

surtout attribuable à la forte croissance soutenue des recettes au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent, et de facteurs chronologiques se rapportant à la réception des paiements.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont chuté de 0,2 milliard de dollars, soit 6,8 %. Les résultats de décembre comprennent le versement final des sociétés dont l'exercice prend fin en octobre, principalement les institutions financières. Même si les bénéficiaires ont grimpé en flèche dans ce secteur, la somme des versements finaux est demeurée en grande partie inchangée, de gros paiements ayant été effectués en décembre 1999 par suite de la faiblesse des versements le reste de l'année 1999.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	décembre		d'avril à décembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	16 341	16 446	119 884	130 563
Dépenses de programmes	-9 944	-9 538	-78 076	-82 008
Solde de fonctionnement	6 397	6 908	41 808	48 555
Frais de la dette publique	-3 339	-3 486	-30 825	-31 024
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 058	3 422	10 983	17 531
Opérations non budgétaires	-4 596	-5 676	-5 366	-9 831
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-1 538	-2 254	5 617	7 700
Opérations de change	3 875	599	-308	129
Solde financier net	2 337	-1 655	5 309	7 829
Variation nette des emprunts	-49	-6 870	-603	-16 616
Variation nette de l'encaisse	2 288	-8 525	4 706	-8 787

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement diminué, la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2000 à 2,40 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,55 \$ en 1999) ayant largement neutralisé l'augmentation du nombre de salariés qui versent des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont baissé de 0,2 milliard de dollars, soit 8,6 %, toutes les composantes ayant reculé. Compte tenu de l'augmentation d'une année sur l'autre anormalement élevée en novembre 2000, ces reculs traduisent en partie l'échelonnement des dates de réception et de versement des remboursements et des remises.
- Les recettes non fiscales ont aussi diminué. Cependant, les comparaisons d'une année sur l'autre à ce chapitre sont trompeuses étant donné que les nouvelles méthodes comptables exigent désormais la comptabilisation mensuelle des débiteurs, tandis qu'en 1999-2000, ces rajustements n'étaient effectués qu'à la fin de l'exercice.

Pour ce qui est des dépenses de programmes, d'une année sur l'autre :

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 4,3 % en raison de la baisse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi, reflet de l'avancement de certains paiements en décembre 1999 pour le passage à l'an 2000.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 15,5 %, sous l'effet de la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont baissé de 11,0 %, surtout en raison de l'échelonnement des paiements. Les données de décembre 1999 comprenaient des dépenses supplémentaires visant à régler le problème du bogue de l'an 2000 ainsi que l'avancement de paiements dans le cadre de la planification d'urgence.

La hausse des frais de la dette publique, d'une année sur l'autre, est attribuable à une augmentation du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêts.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	décembre		variation	d'avril à décembre		
	1999	2000		1999-2000	2000-2001	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 502	9 149	7,6	59 865	64 139	7,1
Impôt sur le revenu des sociétés	2 610	2 432	-6,8	14 140	17 512	23,8
Autres	291	283	-2,7	2 173	2 348	8,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	11 403	11 864	4,0	76 178	83 999	10,3
Cotisations d'assurance-emploi	980	964	-1,6	13 312	13 586	2,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 945	1 773	-8,8	17 653	19 115	8,3
Droits de douane à l'importation	229	202	-11,8	1 763	2 074	17,6
Taxes de vente et d'accise	665	620	-6,8	6 183	6 309	2,0
Total des taxes et droits d'accise	2 839	2 595	-8,6	25 599	27 498	7,4
Total des recettes fiscales	15 222	15 423	1,3	115 089	125 083	8,7
Recettes non fiscales	1 119	1 023	-8,6	4 795	5 480	14,3
Total des recettes budgétaires	16 341	16 446	0,6	119 884	130 563	8,9

D'avril à décembre 2000 : résultats budgétaires

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 17,5 milliards de dollars, en hausse de 6,5 milliards par rapport à l'excédent de 11,0 milliards enregistré au cours de la même période en 1999-2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 10,7 milliards de dollars, soit 8,9 %.

Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,3 milliards de dollars, soit 7,1 %, principalement en raison de la hausse des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, à cause d'une augmentation du nombre de salariés. En outre, l'augmentation de l'impôt versé à la date de production et la diminution des remboursements portant sur l'année d'imposition 1999 ont également contribué à cette augmentation d'une année sur l'autre. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 2000 et la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison

du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. Pendant le reste de l'exercice, la croissance de cette composante sera davantage réduite à mesure que sera ressentie l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (23,8 %). Bien que cette augmentation tienne en partie compte de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, en hausse de 17,5 % dans les trois premiers trimestres de 2000 par rapport à la même période de l'année précédente, l'augmentation des recettes dépend également des méthodes de calcul des acomptes provisionnels, comme en font foi les résultats de décembre. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 30 jours suivant la fin de leur exercice. Bien que les bénéfices des sociétés aient vivement rebondi en 1999, les acomptes mensuels de la majeure partie de 1999 se fondaient sur l'impôt à payer pour 1998 – année où les bénéfices des sociétés ont diminué – ce qui a eu pour effet de

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	décembre			d'avril à décembre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 072	2 038	-1,6	17 543	18 079	3,1
Prestations d'assurance-emploi	1 000	902	-9,8	7 880	7 618	-3,3
Total	3 072	2 940	-4,3	25 423	25 697	1,1
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	9 375	10 125	8,0
Transferts fiscaux	976	1 194	22,3	8 032	9 021	12,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-1 688	-1 850	9,6
Total	1 830	2 113	15,5	15 719	17 296	10,0
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	95	97	2,1	529	383	-27,6
Affaires étrangères	113	122	8,0	1 052	1 024	-2,7
Santé	167	80	-52,1	818	819	0,1
Développement des ressources humaines	165	208	26,1	1 151	815	-29,2
Affaires indiennes et du Nord	326	306	-6,1	3 109	3 267	5,1
Industrie et développement régional	214	192	-10,3	1 058	1 013	-4,3
Anciens combattants	117	119	1,7	1 038	1 078	3,9
Autres	193	198	2,6	1 522	2 576	69,3
Total	1 390	1 322	-4,9	10 277	10 975	6,8
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	146	103	-29,5	710	778	9,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 345	1 370	1,9
Autres	103	190	84,5	804	1 137	41,4
Total	399	443	11,0	2 859	3 285	14,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 278	814	-36,3	7 902	7 648	-3,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 975	1 906	-3,5	15 896	17 107	7,6
Total	3 253	2 720	-16,4	23 798	24 755	4,0
Total des dépenses directes de programmes	5 042	4 485	-11,0	36 934	39 015	5,6
Total des dépenses de programmes	9 944	9 538	-4,1	78 076	82 008	5,0
Frais de la dette publique	3 339	3 486	4,4	30 825	31 024	0,6
Total des dépenses budgétaires	13 283	13 024	-1,9	108 901	113 032	3,8
Poste pour mémoire :						
total des transferts	6 292	6 375	1,3	51 419	53 968	5,0

réduire les acomptes en 1999. Comme les acomptes mensuels en cours sont comparés aux acomptes réduits de l'an dernier, les variations d'une année sur l'autre ne reflètent vraisemblablement pas fidèlement les résultats pour l'ensemble de l'année. La plupart des sociétés ne faisant pas partie du secteur financier versent leurs acomptes en février.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,1 %), la baisse des taux de cotisation de 2000 ayant été largement compensée par l'incidence des rajustements d'années antérieures et par la hausse du nombre de salariés, qui versent des cotisations.
- Les recettes au chapitre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (7,4 %). Les recettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 1,5 milliard (8,3 %), ce qui est conforme à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement grimpé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une faible hausse.
- Les recettes non fiscales ont progressé de 0,7 milliard de dollars, soit 14,3 %, principalement en raison de la modification des méthodes comptables appliquées aux débiteurs.

D'avril à décembre 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (5,0 %), comparativement à la même période en 1999. Toutes les principales composantes ont été touchées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,1 %, la hausse des prestations aux aînés ayant largement neutralisé la diminution des prestations d'assurance-emploi. Le montant plus élevé des prestations aux aînés traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, reflet de la diminution du nombre de chômeurs, atténuée par l'incidence de l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 10,0 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPP et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPP reflète la mesure énoncée dans

le budget de 1999 en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 5,6 %. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles initiatives, notamment le paiement en fiducie de 1 milliard de dollars aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs dans le cadre de l'entente conclue par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance. L'incidence de ces facteurs a été atténuée par les dépenses ponctuelles relatives au passage à l'an 2000 effectuées en décembre 1999 et à l'avancement de paiements dans le cadre de la planification d'urgence.

Les frais de la dette publique ont légèrement augmenté, la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêts ayant largement compensé la baisse de l'encours de cette dette.

Ressources financières de 7,7 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à décembre 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	décembre		d'avril à décembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
			(M\$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 058	3 422	10 983	17 531
Prêts placements et avances				
Sociétés d'État	77	40	308	348
Autres	-43	28	-106	-843
Total	34	68	202	-495
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-684	-497	11	-524
Comptes de pension de retraite	519	-152	3 704	1 554
Autres	19	-8	-106	-48
Total	-146	-657	3 609	982
Autres opérations	-4 484	-5 087	-9 177	-10 318
Total des opérations non budgétaires	-4 596	-5 676	-5 366	-9 831
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-1 538	-2 254	5 617	7 700
Opérations de change	3 875	599	-308	129
Solde financier net	2 337	-1 655	5 309	7 829

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	décembre		d'avril à décembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
			(M\$)	
Solde financier net	2 337	-1 655	5 309	7 829
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	82	-7 130	6 949	8 319
Obligations d'épargne du Canada	40	20	-680	-1 204
Bons du Trésor	550	-400	-3 500	-21 150
Autres	-93	-133	-334	-95
Total	579	-7 643	2 435	-14 130
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	2 527	-2 202
Billets et prêts				
Bons du Canada	-628	773	-5 309	-248
Billets du Canada			-256	-36
Total	-628	773	-3 038	-2 486
Variation nette des emprunts	-49	-6 870	-603	-16 616
Variation de l'encaisse	2 288	-8 525	4 706	-8 787

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 décembre 2000	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	30 780	-9 968
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 900	1 554
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 693	-524
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 915	-48
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	142 508	982
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	302 246	8 319
Bons du Trésor	99 850	78 700	-21 150
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 285	-1 204
Obligations non négociables et billets	3 552	3 457	-95
Total partiel	423 818	409 688	-14 130
Payable en devises	32 588	30 104	-2 484
Total de la dette non échue	456 406	439 792	-16 614
Total de la dette portant intérêt	597 932	582 300	-15 632
Total du passif	638 680	613 080	-25 600
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	10 429	-8 435
Comptes d'opérations de change	41 494	41 365	-129
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 291	495
Total de l'actif	74 154	66 085	-8 069
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	546 995	-17 531

autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,8 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2000-2001, comparativement à des besoins de 5,4 milliards à la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable en partie aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants ainsi qu'à l'investissement sur le marché des cotisations actuelles aux caisses de retraite des fonctionnaires fédéraux.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 17,5 milliards de dollars et des besoins nets de 9,8 milliards au chapitre des opérations non

budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 7,7 milliards d'avril à décembre 2000, comparativement à des ressources financières de 5,6 milliards pour la même période en 1999.

Ressources financières nettes de 7,8 milliards de dollars d'avril à décembre 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les neuf premiers

La revue financière

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1990-2000
	(M\$)								
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174	56 383
<i>Moins :</i>									
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640	30 746
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850	2 847
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684	22 790
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123	104
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325				
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2	0,3
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808	22 894

Source : *Comptes publics du Canada*

mois de 2000-2001 ont été marqués par des ressources nettes de 0,1 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 0,3 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 17,5 milliards de dollars, des besoins nets de 9,8 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,1 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 7,8 milliards pour la période d'avril à décembre 2000, comparativement à des ressources nettes de 5,3 milliards pendant la même période de l'année précédente.

Chute de 16,6 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à décembre 2000

En décembre 2000, la dette du gouvernement détenue sur les marchés a diminué de 6,9 milliards de dollars, de sorte que, pour les neuf premiers mois de 2000-2001, le remboursement net de la dette détenue sur les marchés a atteint 16,6 milliards. Ces remboursements ont été financés au moyen des ressources financières nettes de 7,8 milliards et de la

réduction de 8,8 milliards de l'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de décembre 2000, l'encaisse s'établissait à 4,2 milliards de dollars.

Compte du service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, en vertu de la loi, être versées directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à <http://www.fin.gc.ca/>
This publication is also available in English.

Février 2001

